

Le magazine «Reflets» est intégré dans les collections des Archives nationales de la République du Sénégal et de la Bibliothèque nationale Suisse

ALERTE
Attention à l'arnaque sur les offres de bourses d'études en Suisse

PAGE 2

■ INSTITUTIONS

- Mme Simonetta Sommaruga
Présidente de la Confédération en 2015

PAGE 3

■ DIPLOMATIE

- Fin du mandat 2014 du Président Didier Burkhalter
Bilan pour l'Afrique avec le Secrétaire Général du DFAE
- Nominations de nouveaux Ambassadeurs suisses en Afrique

PAGE 4

■ FRANCOPHONIE

XVÈME SOMMET DE DAKAR

- Le modèle suisse de formation duale des jeunes adopté
- Soutien suisse à la redynamisation des maisons TV5Monde en Afrique

PAGE 5

■ AFFAIRES, ECONOMIE & FINANCE

CIMENT

- Le PDG de Holcim Maroc nommé Directeur Afrique du Groupe

PAGES 6

■ SANTE & CULTURE

FRIBOURG

- «Les Amis de l'Afrique» un pont entre les cultures

MADAGASCAR

- «Action Madagascar» en Suisse lance un programme de santé des femmes

PAGE 7

■ TRIBUNE LIBRE

RADICALISME RELIGIEUX

- Le rôle dévastateur des chaînes satellitaires

PAGE 8

■ INTERNATIONAL

PAIX ET SECURITE

- Conférence annuelle 2014 du DFAE à Berne

SUISSE-AFRIQUE 2014

Une Suisse solidaire de l'Afrique à toute épreuve

Par Ibrahima Cissé

Adieu 2014 ! Bienvenue 2015 ! Une année s'est achevée. Une autre a commencé. Que dire de celle passée et de la nouvelle? Dresser bilan, pour l'une, esquisser des perspectives pour la nouvelle. Il est dès lors réjouissant de constater qu'en 2014, la solidarité suisse envers l'Afrique s'est renforcée.

De nombreuses personnalités suisses membres du Conseil fédéral (Gouvernement), du Conseil national (Parlement), de hautes personnalités politiques, diplomatiques, hommes d'affaires, de responsables d'organisations humanitaires et d'anonymes ont sillonné l'Afrique d'Est en Ouest, du Sud au Nord en 2014. Quelques exemples. En novembre, le Président de la Confédération, M. Didier Burkhalter, s'est rendu au Sénégal où il a participé au XV^e sommet de la Francophonie (voir page 6). En septembre, le Cameroun a accueilli Mme Simonetta Sommaruga, la Cheffe (Ministre) du Département fédéral de Justice et Police. En octobre, le Secrétaire d'Etat



M. Didier Burkhalter, Président de la Confédération en 2014 (Crédit photo : Keystone)

suisse aux Affaires étrangères, M. Yves Rossier, s'est rendu à la Corne de l'Afrique : Somalie, Kenya et Ethiopie. Début novembre, il était encore au Maroc. La liste des visites de personnalités suisses de haut rang en Afrique n'est pas exhaustive. A côté de ces nombreux déplacements, la Suisse est restée solidaire de l'Afrique en 2014 face aux crises politiques, humani-

taires, et sanitaires auxquelles le continent était confronté. Qu'il s'agisse des négociations interafricaines, c'est-à-dire entre le gouvernement du Mali et les groupes armés du Nord, à Alger, de la crise en République de Centrafrique, de l'épidémie Ebola en Afrique de l'Ouest, Berne s'est engagée très fortement aux côtés des africains. Un engagement d'autant «plus

fort et volontaire, en faveur de la paix, de la démocratie, du bien-être des populations, en particulier des jeunes qui sont l'avenir que nous ne devons jamais laisser au bord du chemin» déclarait le Président Didier Burkhalter lors de la réunion à huis clos des Chefs d'Etat, de gouvernements ou leurs représentants de la francophonie à Dakar.

CONFÉDÉRATION 2015

Mme Simonetta Sommaruga nouvelle présidente

Mme Simonetta Sommaruga, 54 ans, Cheffe du Département fédéral de justice et police (DFJP) depuis le 1^{er} novembre 2010, a été élue le 3 décembre 2014, Présidente de la Confédération 2015. Elle succède au Chef du Département fédéral des Affaires étrangères, M. Didier Burkhalter, qui a assumé ces fonctions cette année.

Mme Sommaruga a été élue par l'Assemblée fédérale, composée des Chambres réunies : le parlement et le sénat. Elle est le 97^e membre du Conseil fédéral (Gouvernement) à assumer cette fonction depuis la fondation de l'État fédéral moderne et la cinquième femme à présider la Confédération, après Mme Ruth Dreifuss (1999), Mme Micheline Calmy-Rey (2007 et 2011), Mme Doris Leuthard (2010) et Mme Eveline Widmer-Schlumpf (2012). Membre du Parti socialiste suisse, elle est du canton de Berne.

Nous proposons ci-dessous, le discours qu'elle a prononcé aussitôt après son élection, devant les élu(e)s suisses.

« Dans notre démocratie, tout le monde est important »

« Monsieur le Président du Conseil national, Monsieur le Président du Conseil des États, Mesdames et Messieurs les membres de l'Assemblée fédérale,

Je vous remercie de m'avoir élue présidente de la Confédération. Votre confiance signifie beaucoup pour moi et je vous remercie du fond du cœur.

La Suisse est un petit pays, qui a une grande tradition démocratique.

Notre pays est depuis des décennies un lieu de paix, de sécurité sociale et de prospérité.

Notre pays est un symbole de la coexistence des langues et des cultures.

La Suisse est réputée internationalement pour sa tradition humanitaire et pour son rôle d'intermédiaire dans les conflits.

Mesdames et Messieurs, être la présidente de ce pays est un honneur pour moi – c'est aussi une responsabilité qui m'engage.

Quels seront les temps forts de l'année à venir, pour ce que nous en savons aujourd'hui ?



Le contexte international ne va pas forcément changer ces prochains mois : les crises qui secouent le Proche-Orient et la Crimée vont sans doute se poursuivre. Le président Didier Burkhalter s'est engagé de manière exemplaire au cours de cette année, et la Suisse continuera de s'engager en 2015 dans le cadre de l'OSCE.

En Suisse, nous vivons une année électorale. Nous savons tous ce que cela veut dire : l'été sera chaud, et il sera suivi d'un automne encore plus chaud.

Nous aurons par ailleurs une année de commémorations : batailles de Morgarten et de Marignan, Congrès de Vienne.

Nous nous rappellerons aussi la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y a septante ans.

En 2015, de grandes réformes et d'importants dossiers que le Conseil fédéral a préparés seront au menu de l'agenda politique :

- la stratégie énergétique 2050 ;
- la prévoyance vieillesse 2020 ;
- la mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration et les dossiers de négociation ouverts avec l'UE ;
- le positionnement de la place financière dans le contexte des évolutions internationales ;

et nous pourrions citer d'autres grands projets encore. Mesdames et Messieurs, ces réformes sont d'une importance capitale pour l'avenir de la Suisse.

Une question se pose dès lors : Que faut-il pour que nous réussissions à adopter et mettre en œuvre des réformes de cette ampleur ?

Il faut un Conseil fédéral qui lutte avec acharnement pour trouver des solutions, et qui sache qu'il n'y a pas de concordance sans compromis.

Il faut un Parlement avec des députés capables de faire un pas vers l'adversaire, même si faire ce pas demande de la force, parce que les camps politiques en présence semblent irréconciliables.

Et il faut bien entendu des citoyens qui se fassent une opinion sur des sujets souvent complexes.

Dans notre système politique, tout le monde est important. Chaque citoyenne, chaque citoyen est important. Dans aucun pays au monde les citoyens n'ont-ils autant de pouvoir et de responsabilité qu'en Suisse.

Le Parlement est important. L'Assemblée fédérale, mais aussi, dans notre système fédéraliste,

chaque parlement cantonal et chaque parlement communal. Une démocratie sans parlement est inconcevable. Sans parlement, pas de démocratie.

Et comme dans toute démocratie, le pouvoir judiciaire est important, de même que les médias.

La démocratie directe n'est donc pas un récit du gouvernement, du parlement ou des citoyens qui s'expriment dans les urnes. La démocratie directe est un jeu d'ensemble.

Nous avons un septuor, nous avons un orchestre de 246 musiciens et nous avons un chœur, qui rassemble quelque deux millions et demi de votants.

Nous avons aussi d'innombrables règles qui assurent le bon fonctionnement de ce jeu d'ensemble. Mais une chose est encore plus importante que les règles, c'est notre culture politique.

Notre culture politique doit être fondée sur le respect de celui qui professe une autre opinion que la nôtre, et sur une conviction commune : celle que la disposition au compromis est une expression de force – et non de faiblesse.

Mesdames et Messieurs, dans mes fonctions de présidente de la Confédération, je ferai tout pour que nous soyons, au Conseil fédéral, un exemple de cette culture politique.

Je me réjouis aussi de collaborer avec vous ici, dans ce Parlement. J'ai la plus haute estime pour votre travail, car je sais les sacrifices qui sont nécessaires pour fournir un travail professionnel dans un parlement de milice.

Et je me réjouis enfin des nombreuses occasions qui me seront données de rencontrer la population.

Aujourd'hui déjà, quand je prends le bus ou que je fais mes courses le samedi au marché, des citoyens m'interpellent sur notre démocratie directe. C'est la raison pour laquelle j'aimerais, au cours de l'année à venir, mettre l'accent sur ce thème et contribuer à faire en sorte que tout au long de 2015, la démocratie directe reste un sujet de discussion.

Mesdames et Messieurs, notre démocratie directe est un système politique unique et fascinant, qui exige de chacun d'entre nous une grande responsabilité.

C'est pour cela que, tous ensemble, nous devons prendre soin de notre culture politique. »

BRÈVES

• **Lettres de créances** : Le président de la Confédération et Chef du département fédéral des Affaires étrangères (DFAE), M. Didier Burkhalter, a reçu le 15 novembre, les lettres de créances de trois nouveaux Ambassadeurs de pays africains en Suisse. Il s'agit ceux du Rwanda, M. François Xavier Ngarambè, de Tanzanie, M. Philip Sang'Ka Marmo (avec résidence à Berlin), et du Swaziland, Mme Njabuliso Busisive Gwebu (avec résidence à Genève). La cérémonie de remise de lettres de créances a eu lieu au Palais fédéral, en présence Mme Corina Casanova, Chancelière de la Confédération. Des ambassadeurs de pays d'autres continents (Turquie, Finlande, Fidji, entre autres) ont aussi présenté leurs lettres de créances lors de la même cérémonie.

• **Guinée** : La Suisse a levé, le 5 novembre, l'embargo sur les armes et les équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, à la suite de l'amélioration de la situation politique dans le pays. En revanche, elle a maintenu le gel des avoirs et les restrictions de voyage de certaines personnalités guinéennes liées à l'ex-junte militaire qui dirigeait le pays entre 2008 et 2010.

En 2009, la Suisse s'était alignée sur l'Union européenne (UE), imposant des sanctions ciblées contre la junte militaire au pouvoir, à l'époque, après la répression meurtrière d'une manifestation de l'opposition, le 28 septembre, jour anniversaire de l'indépendance du pays, au Stade du 28 septembre à Conakry. Selon l'ONU, 150 personnes avaient été tuées et plus de 1'200 autres blessées, lors de cette répression, suscitant une vague d'indignation à travers le monde.

Le pays ayant renoué, en 2010, avec une vie constitutionnelle normale, après l'élection à sa tête, d'un président civil, démocratique élu, M. Alpha Condé, la situation intérieure s'est progressivement améliorée. Constatant de fait, cette situation, l'UE a levé, le 14 avril 2014, l'embargo sur les armes et le matériel de répression civile. En revanche, elle a maintenu les autres sanctions, telles que le gel des avoirs et restrictions de voyage pour cinq personnes. Ce sont d'anciens membres du Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD), au pouvoir à l'époque, ou des personnalités associées, tous reconnus comme responsables de la répression du 28 septembre 2009, du rassemblement de l'opposition.

Dans sa décision du 5 novembre, le Conseil fédéral a lui aussi annoncé le maintien de ces dernières sanctions.

• **Côte-d'Ivoire** - La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire et Chef de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), Mme Aïchatou Mindaoudou, a reçu, lundi 10 novembre 2014, l'Ambassadeur de Suisse dans le pays, M. Thomas Litscher. Au terme de l'entretien, le Représentant de Berne a déclaré être venu s'informer auprès de la Représentante spéciale, sur l'engagement des Nations Unies en Côte-d'Ivoire. « Les Nations Unies mènent encore, ici, une opération très importante. Je voulais me renseigner sur cet engagement, mais aussi sur ce qui a été acquis et sur ce qui reste à faire, en tenant compte des échéances électorales de l'année prochaine », a notamment souligné l'Ambassadeur Litscher. Il a rappelé que la Suisse soutenait l'ONUCI et qu'elle participait de façon « active » à la Mission onusienne avec des ressortissants suisses, au niveau du personnel de la Mission, notamment dans le domaine de la douane.

• **Formation professionnelle** : Le président de la Confédération, M. Didier Burkhalter, chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), et le ministre sénégalais des Affaires étrangères, M. Mankeur Ndiaye ont signé, samedi 29 novembre 2014, un accord sur la formation professionnelle. Le document a été paraphé en marge du XVe Sommet de la francophonie, qui se tenait dans la capitale sénégalaise, les 29 et 30 novembre. Il vise à appuyer le gouvernement du Sénégal, dans le domaine de la formation professionnelle, avec l'introduction de l'enseignement dual. D'un financement de 200'000 CHF, il a trois objectifs. D'abord, faire une évaluation ou un état des lieux de la formation professionnelle au Sénégal. Ensuite, établir une « feuille de route » de la formation professionnelle dans le pays. Enfin, « accompagner » un lycée technique local, choisi par les autorités, dans le domaine de la formation professionnelle.

• **Cours en ligne** : Par ailleurs, dans le même cadre du XVe sommet de la francophonie, M. Patrick Aebischer, directeur de l'EPFL (Ecole Polytechnique fédérale de Lausanne), et M. Bernard Cerquiglini, directeur de l'AUF (Agence universitaire de la Francophonie), ont signé, un accord sur la certification des cours en ligne. Cette certification a pour but, de garantir une formation diplômante aux étudiants d'Afrique francophone qui suivent les Cours en ligne ouverts et massifs (CLOM ou en anglais : MOOC's) de l'EPFL. Ce qui permettra à l'EPFL et à l'AUF, de développer la production et le déploiement de l'offre de CLOM dans les pays émergents du sud, d'améliorer l'accès à l'enseignement supérieur, tout en renforçant sa qualité, et en en consolidant les capacités pédagogiques des établissements qui y participent, dans le domaine du numérique. L'EPFL a développé en 2012, une offre de CLOM dynamique, suivie par plusieurs dizaines de milliers d'étudiants. En ce moment, ce ne sont pas moins de 21 cours qui sont à disposition des étudiants du monde entier, dont 13 en français. Certains ont été conçus dès l'origine pour répondre aux besoins des pays du Sud, sur des thématiques comme l'urbanisme ou les systèmes sanitaires. Une quinzaine de nouveaux cours seront mis en ligne chaque année. L'EPFL a lancé une politique de partenariat actif dans ce domaine avec 10 universités francophones du Sud, membres aussi de l'AUF.

Le magazine "reflets Suisse-Afrique" est publié par :
Reflets Communication Sarl
ISSN 0851-9625

Allées Robert Delmas
Résidence Hôtel de Ville
2ème étage BP 21024
15524 Dakar-Ponty (Sénégal)
Tél. : +221 33 842 63 53
Mobile: +221 76 668 57 26
E-mail :

magazine.reflets@refletsuisse-afrique.com

Directeur de publication
& Rédacteur en Chef :

Ibrahima Cissé
Conception: Amath GUEYE
Impression :
Avitech Impressions
Téléphone : +221 33 820 92 91
Distribution : Adp

PRÉSIDENTE SUISSE EN 2014 BILAN AFRICAÏN DU MANDAT DU PRÉSIDENT DIDIER BURKHALTER La Suisse a été sur tous les fronts en Afrique et renforcé ses liens avec le continent

En 2014, la Suisse a renforcé ses liens avec plusieurs pays d'Afrique. Elle a apprécié positivement l'émergence d'une classe moyenne qui se développe à travers le continent. Un continent qui offre des débouchés de plus en plus intéressants pour les exportations. Bref, la Suisse, plus que jamais est aux côtés de l'Afrique dans ses moments de joie, mais aussi dans ses moments de tristesse. C'est le constat du Secrétaire d'Etat suisse aux Affaires étrangères, M. Yves Rossier, dans l'interview ci-dessous consacrée au bilan du mandat du Président Didier Burkhalter pour l'Afrique.

Le magazine Reflets : Le Chef du Département fédéral des Affaires étrangères, M. Didier Burkhalter, a été le Président de la Confédération en 2014. Ce qui a été un honneur et un privilège pour tout le Département. Etant l'un de ses proches collaborateurs, comment appréciez-vous ces 12 mois de présidence ?

Yves Rossier : 2014 aura été une année faste pour la politique étrangère de la Suisse. La présidence de l'OSCE, qui a coïncidé avec la crise en Ukraine, nous a permis de contribuer à la stabilité en Europe. En plus de cette présidence, Monsieur Burkhalter a également assuré la fonction de présidence de la Confédération. Sur la scène internationale, la cumulation de ces deux fonctions aura facilité de nombreux contacts au plus haut niveau et permis d'appuyer davantage encore la mise en œuvre d'une politique étrangère utile et efficace.

LMR : Quelle place le continent africain a-t-il occupé dans l'agenda du Président Didier Burkhalter, durant son mandat de Président de la Confédération en 2014 ?

YR : Les services concernés du DFAE (Ndlr: Département fédéral des Affaires étrangères) ont tous œuvré à renforcer nos liens avec plusieurs pays d'Afrique en 2014. L'aide humanitaire par exemple s'est engagée massivement en République Centrafricaine lorsque la crise était au plus haut (premier semestre 2014), au Sud-Soudan ainsi que dans la réponse d'urgence à Ebola. En matière d'éducation et de formation, des avancées notables ont pu être réalisées dans les domaines des cours massifs en ligne en Afrique de l'Ouest, ainsi que dans celui de la formation professionnelle. Le DFAE a invité 23 délégations africaines francophones à participer à un colloque sur la formation professionnelle en octobre à Lausanne.

Sur le plan économique, en raison notamment du développement de la classe moyenne, le continent africain offre des débouchés de plus en plus intéressants pour les exportations. Ainsi, nous avons décidé d'ouvrir un consulat général à Lagos, capitale économique du Nigeria, lequel travaillera essentiellement à l'ouverture de marchés pour des entreprises suisses. Une mission économique s'est rendue en Ethiopie. Le SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie), avec lequel le DFAE est en étroit contact, a également effectué des missions au Ghana et au Nigeria.

Pour ce qui est de la sécurité, la lutte contre le terrorisme est un défi

qui concerne également de plus en plus de pays africains, d'Est en Ouest, et de pays occidentaux. La Suisse travaille sur ce thème en collaboration avec des organismes régionaux, comme la CEDEAO (Ndlr : Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest) ou l'IGAD (Intergovernmental Authority on Development).

De manière générale, la Suisse a tissé des liens étroits avec les organisations régionales sur le continent africain. Ainsi, nous avons formalisé un partenariat stratégique avec l'IGAD dans les domaines du développement rural, du fédéralisme et de la migration notamment, ce qui permet à la Suisse d'avoir un certain levier sur le plan régional dans la Corne de l'Afrique. De plus, nous avons pris la décision de collaborer davantage avec l'Union Africaine ; à cette fin, nous sommes en train de négocier un Mémoire d'entente. Enfin, nous aimerions obtenir le statut d'observateur auprès de la SADC (Communauté économique des états de l'Afrique australe).

LMR : On a noté aussi, durant ce mandat, beaucoup de visites d'officiels suisses de haut niveau en Afrique dont celle du Chef du département fédéral de Justice et Police. Vous-mêmes, vous avez eu à effectuer des voyages au Maroc, en début d'année, puis à la Corne de l'Afrique, en octobre. Que retenir de toutes ces visites ?

YR : Pour la quatrième fois, la Suisse a mené cette année des consultations politiques avec le Maroc. Ma visite à Rabat a permis de renforcer et d'améliorer encore les très bonnes relations que nous entretenons avec ce pays. Lors de ces consultations, nous avons convenu d'intensifier notre coopération économique ainsi que notre coopération dans le domaine de l'immigration. Le Maroc a en outre chaleureusement remercié la Suisse pour son engagement dans le secteur du développement et de l'aide humanitaire, notamment pour son soutien à la formation d'experts dans le service de recherche et de sauvetage en milieu urbain. Ce service marocain a obtenu en octobre 2014 la certification du Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage chapeauté par l'ONU (INSARAG). Ma mission dans la Corne de l'Afrique m'a permis d'engager un dialogue ouvert avec les pays concernés, sur des sujets importants pour la Suisse. J'ai signé avec mon homologue éthiopien un accord instituant des consultations politiques régulières. Il est souvent bien plus efficace de parler ouvertement des problèmes et de chercher ou d'identifier directement les solutions possibles plutôt que de prendre des chemins détournés. Toute la Corne de l'Afrique a un retard à rattraper en matière de droits de l'homme. En dépit de l'essor économique de l'Ethiopie, une grande partie de sa population continue à vivre dans une extrême pauvreté. La Somalie demeure un Etat fragile, déchiré par une longue guerre civile et fragmenté en une multitude de clans ; les attaques terroristes y sont aujourd'hui encore une réalité quotidienne. Telles sont les raisons qui poussent les populations à fuir leur pays. Il est impératif d'améliorer la situation sur place, et parler ouvertement de ces dysfonctionnements

est une première étape.

La Suisse déploie un large programme régional de coopération dans la Corne de l'Afrique. En Somalie par exemple, la Suisse apporte son expertise en matière de fédéralisme, ce qui est une façon intéressante d'aborder la recherche de solutions durables aux conflits existants. A ce propos, j'ai débattu durant deux heures avec une douzaine de parlementaires somaliens, qui n'ont pas cessé de me questionner sur notre système fédéraliste et l'adaptabilité de ce dernier à leur propre situation.

Au Cameroun, une visite de travail officielle a permis de conclure deux accords sur les questions migratoires, le premier portant sur la coopération en matière de migration, le second sur la suppression réciproque de l'obligation de visa pour les titulaires d'un passeport diplomatique ou de service. Les voyages officiels sont toujours l'occasion de se rendre compte de la situation dans laquelle se trouvent les pays visités. Le Cameroun par exemple fait face à des défis, comme l'accueil de nombreux réfugiés centrafricains sur son sol et la lutte contre le Boko Haram qui s'infiltré depuis le Nigeria.

LMR : Il y a eu aussi la participation du Président Didier Burkhalter au XVe Sommet de la Francophonie à Dakar. Quel sens donner à cette participation, au moment où en Suisse, des voix s'élèvent pour dire que la défense de la langue française commence en Suisse même ?

YR : Au Sommet de Dakar, la Suisse a mis l'accent sur l'éducation et la formation, ainsi que sur son rôle à la tête de l'OSCE en 2014. Premièrement, la Suisse a annoncé la mise en œuvre en Francophonie des Cours en ligne ouverts et massifs de l'EPFL (Ecole polytechnique fédérale de Lausanne), qui a signé une convention de partenariat avec l'Agence universitaire de la Francophonie pour la certification de ces cours. Deuxièmement, la Suisse a signé avec le Sénégal un MoU portant sur le système suisse de formation professionnelle duale, système dont veulent s'inspirer de nombreux pays. Troisièmement, au Village de la Francophonie, qui accueillait des stands des Etats et de la société civile, la Suisse a présenté ses activités en faveur de l'éducation et de la formation professionnelle avec des spécialistes de la DDC (Ndlr : Direction du développement et de la coopération) et de l'EPFL, avec le concours de quatre apprentis, suisses et sénégalais. Enfin, un « modèle » Jeunes en Francophonie a été avancé pour associer, à l'exemple d'autres initiatives, 57 jeunes aux travaux de la présidence. Toutes ces actions font une place de choix à la langue française. Pays quadrilingue, la Suisse se doit de conserver une position équilibrée par rapport à la question de la promotion de la langue française. L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ne se contente pas de défendre la diversité linguistique et culturelle, cela ne représente qu'un volet de ses activités. Elle est aussi chargée d'assurer la coopération internationale entre ses membres (Etats et gouvernements) et de propager les valeurs universelles qui les unissent, comme la paix, la démocratie

et les droits de l'homme.

En juillet 2015, Berne accueillera la 41e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. La Suisse mettra en évidence, devant les représentants de 80 parlements nationaux, les valeurs sur lesquelles s'appuie son engagement en Francophonie. Nul doute que la défense de la langue française sera au cœur des débats.

LMR : Durant cette présidence de Monsieur Didier Burkhalter, l'Afrique a connu l'épidémie Ebola, en Afrique de l'Ouest. Comment cette crise épidémique a-t-elle été vécue et gérée par le Président de la Confédération, pendant son mandat ?

YR : La Suisse a accordé une grande importance à la lutte contre l'épidémie Ebola. Ainsi, l'Aide humanitaire suisse aura débouché en tout 29 millions de CHF (Ndlr: 15,7 milliards de francs CFA) pour lutter contre cette épidémie, ce qui est un record pour une crise de santé publique. L'aide humanitaire se déploie sur trois axes : endiguer l'épidémie grâce à des soins curatifs et à des actions de prévention ; consolider les systèmes de santé ; atténuer les conséquences collatérales de la crise engendrée par la maladie, notamment la pénurie alimentaire. Présente au Liberia avec un bureau à Monrovia, l'Aide humanitaire suisse s'est aussi déployée de manière régionale sur les autres pays touchés, en finançant de nombreuses opérations des agences des Nations Unies et des ONG (Organisation non gouvernementales) internationales sur place. Une collaboration se met maintenant en place avec la France en Guinée. En Suisse également, le DFAE a été très actif. D'une part, il s'est assuré que la Genève internationale puisse jouer son rôle, c'est-à-dire continuer d'accueillir des délégations et des conférences de tous les pays. D'autre part, il a financé des efforts pionniers du « centre de compétences des maladies virales » des Hôpitaux Universitaires Genevois.

LMR : Plus généralement, quelles ont été les réponses de la présidence de la Confédération aux crises politiques africaines en 2014, aux côtés de la pandémie Ebola ?

YR : Au Mali, la Suisse est présente et suit le processus de dialogue inter-malien depuis ses débuts, puisqu'elle a même été partie des accords de Ouagadougou de juin 2013. Notre Envoyé Spécial pour le Sahel, Monsieur Didier Berberat, est en contact régulier avec les parties concernées ; suite à la demande du gouvernement malien, la Suisse a financé le déplacement de plusieurs femmes de la société civile à Alger, afin qu'elles puissent suivre les pourparlers, et a donné une formation en « traitement du passé/justice transitionnelle » à l'équipe du Haut Représentant du chef de l'Etat pour le dialogue inclusif inter-malien. Il faut bien comprendre qu'aux pourparlers d'Alger ne sont conviés que les acteurs internationaux (ONU, UE) et les pays du G5 (Groupe des 5) du Sahel. Ainsi, la Suisse peut agir en amont du processus, et non pendant les négociations.

En République Centrafricaine, l'aide de la Suisse s'est essentiellement déployée au niveau humanitaire, avec un engagement total d'environ 9 millions de francs en 2014. L'Aide humanitaire suisse est gérée depuis notre bureau au Tchad. Cependant, lors de visites de haut niveau à Bangui, ainsi qu'à Berne, la Suisse n'a pas négligé le processus politique en cours et a eu des entretiens avec plusieurs acteurs internationaux et locaux impliqués dans la gestion de la



Credit photo : ECo images

crise, comme le Représentant Spécial de l'ONU, Saint-Egidio, le Centre Humanitarian Dialogue et même la Présidente Samba-Panza. Dernièrement, nous avons également décidé de financer un projet de réconciliation au niveau local, car le dialogue au niveau international ne suffit pas. C'est tout le tissu social, dans ses structures les plus fines, qui est touché. La crise au Burkina Faso a été bien gérée. La Suisse a observé attentivement la manière dont le processus s'est déroulé, et n'a fermé son bureau de coopération sur place que pendant quelques jours, durant les manifestations. Globalement, le calme est revenu rapidement, et l'on retiendra de cette crise que la société civile a montré la force de son action. Il sera intéressant de voir si cela provoquera un effet domino dans la région, lors de prochaines élections.

LMR : A la fin de ce mandat, quel message le Président de la Confédération adresse-t-il à l'Afrique ?

YR : L'Afrique s'est émancipée. Au cours des vingt dernières années, de nombreux pays ont accompli des progrès socio-économiques remarquables ; ils enregistrent un taux de croissance record et font preuve de dynamisme et d'innovation. Le fait que cinq des dix économies affichant la croissance la plus rapide se trouvent sur le continent africain illustre parfaitement cette réalité. Une telle évolution comporte toutefois des défis : l'exode rural qui en résulte, de même que l'urbanisation croissante, sont des facteurs à prendre en compte, les infrastructures sont mises à forte contribution et l'impressionnante croissance démographique aggrave encore la situation.

Il est primordial, en Afrique aussi, de permettre aux jeunes générations désireuses d'apprendre et de travailler d'accéder à des formations et à des emplois, et de leur offrir des perspectives d'échapper à la pauvreté, à la ghettoïsation et à la criminalité. Mais il est tout aussi important de planifier et de gouverner à long terme, en misant sur la viabilité écologique. Dans le cas contraire, la surexploitation à court terme risque de détruire les fondements sur lesquels reposent l'agriculture et le tourisme, deux secteurs essentiels. Une fois leurs matières premières épuisées, de nombreux pays pourraient alors se retrouver dans une situation désastreuse.

En outre, un grand nombre d'entre eux sont toujours aux prises avec des problèmes substantiels : en plus des famines, maladies et épidémies, ils sont déchirés par des conflits ouverts ou des guerres civiles, souvent d'origine ethnique ou religieuse. Il importe de neutraliser ensemble et de manière durable le danger émanant d'organisations terroristes.

L'Afrique a toutes les raisons d'être fière. Cependant, elle doit se montrer encore plus fermement déterminée à affronter les problèmes existants si elle ne veut pas voir l'instabilité et l'insécurité mettre un frein à son essor économique.

Propos recueillis par IC

XVE SOMMET DE DAKAR Le modèle suisse de formation duale comme référence

Mme Michaëlle Jean, 57 ans, candidate du Canada, a été élue nouvelle Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), à l'issue du XVI^e Sommet de Dakar, les 29 et 30 novembre derniers. Le Sommet avait pour thème : « Femmes et Jeunes en Francophonie : Vecteurs de paix, Acteurs de développement ».

Mme Jean dont le mandat court 4 ans, succède à l'ancien président du Sénégal, M. Abdou Diouf qui dirigeait l'organisation depuis 2006.

En plus de l'élection de la nouvelle Secrétaire générale, le Sommet de Dakar a adopté la Déclaration de Dakar et 9 résolutions, ainsi que des stratégies économique et jeunesse. Madagascar a été choisie pour accueillir le XVI^e Sommet, en 2016. Le Mexique, Costa Rica, et le Kosovo ont été admis comme membres observateurs.

A l'initiative de la Suisse, le Sommet de Dakar a adopté une résolution sur l'éducation et la formation, pour faciliter l'employabilité et l'insertion socio-professionnelle des jeunes. A ce sujet, le président de la Confédération, M. Didier Burkhalter, et son homologue du Sénégal, M. Macky Sall, ont lancé un appel aux pays, opérateurs, Organisations non gouvernementales, ainsi qu'à la société civile et au secteur privé,



à soutenir l'éducation pour tous et la formation professionnelle dans l'espace francophone.

Formation duale

Dans une déclaration commune sur l'éducation et la formation, ils ont estimé qu'il faut accompagner les jeunes dans leur éducation et leur formation, tout en les responsabilisant, en vue de leur autonomie. Ils ont aussi fait observer, que l'éducation de « qualité » et la formation professionnelle permettront aux jeunes de forger leur propre destin.

« L'éducation est un droit fondamental, et doit permettre à tous les jeunes, de développer pleinement leur potentiel, afin de s'insérer dans la société, et d'acquiescer la capacité d'entreprendre et l'esprit d'innover », ont-ils rappelé.

Quant à la formation professionnelle, ont-ils souligné, elle connaît une « expansion remarquable ». L'intérêt qu'on lui porte se renforce progressivement. De ce fait, il

est « important de promouvoir » un système de formation dual, permettant aux jeunes de se préparer à l'emploi. Ce système allie l'enseignement théorique à l'apprentissage pratique. « C'est la meilleure façon » d'augmenter la chance des jeunes, d'accéder au marché du travail et de répondre, à la fois aux besoins de l'individu et de l'économie », ont déclaré les président Didier Burkhalter et Macky Sall.

Ils ont salué l'émergence des cours académiques en ligne, initiée dans le cadre du RESCIF (Réseau d'Excellence des sciences de l'Ingénierie et de la Francophonie). Créée lors du XIII^e Sommet de la francophonie, de 2010, à Montreux, à l'initiative de l'EPFL (Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne), ce réseau regroupe 14 universités technologiques.

IC

ENSEIGNEMENT

L'Université de Genève renforce son partenariat avec l'Afrique francophone



L'Université de Genève (UNIGE) a signé, en octobre 2014, une série d'accords de partenariat avec des universités de Côte-d'Ivoire et du Sénégal. Il s'agit de deux types d'accords. Les uns sont « plurifacultaires », et les autres, « facultaires ».

L'Université de Genève (UNIGE) a signé en octobre dernier, des accords « plurifacultaires », d'une part, avec l'Université Félix Houphouët-Boigny (UFHB) d'Abidjan, et d'autre part, avec l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar.

Ces accords « généraux » englobent tous les facultés d'une université. D'une durée de 5 ans, ils portent sur l'échange d'étudiants au niveau Master, le séjour de chercheurs et membres du corps enseignant de l'UNIGE dans l'une ou l'autre université africaine, et vice-versa, ainsi que la signature ultérieure d'accord particulier pour les collaborations spécifiques. Il

visait la mise en place d'un accord cadre pour les futures collaborations entre l'UNIGE et l'UFHB, et entre l'UNIGE et l'UCAD.

Les accords facultaires ont été paraphés entre l'UNIGE et l'Institut national polytechnique - Houphouët-Boigny (INP-FHB) de Yamoussoukro, et entre l'UNIGE et l'Unité de formation et de recherche des sciences de l'homme et de la société (UFR SHS) de l'UFHB. Ce sont des accords en science et spécifiques, pour des projets de recherche.

L'accord avec l'INP-FHB permet l'échange de chercheurs et de membres du corps enseignant, le développement de la collaboration scientifique, l'organisation de colloques, séminaires et conférences.

Partenariats entre facultés

La réalisation de recherches et publications conjointes, les recherches conjointes sur l'isolement, la sélection et l'utilisation de

souches bactériennes symbiotiques, afin d'améliorer les rendements des cultures de légumineuses cibles en Côte-d'Ivoire y sont aussi mentionnées. Il a pour but de créer une « collaboration spécifique » et « concrète préexistante » entre la faculté des sciences de l'UNIGE et l'INP-FHB, la création de nouvelles synergies et l'augmentation des échanges entre les deux établissements, dans le domaine de la microbiologie.

Quant à l'accord l'INP-FHB, il permet désormais l'échange d'enseignants-chercheurs et d'étudiants dans le domaine de l'archéologie entre les deux parties contractantes. Elles pourront aussi co-organiser et codiriger des projets de recherche des îles Eotilé, organiser des conférences, participer ensemble à des séminaires de recherches, mener diverses autres activités de recherche.

L'UNIGE a déjà signé des accords facultaires avec les universités de Yaoundé I et II, ainsi qu'avec l'université de Kinshasa, en République Démocratique du Congo.

Pour M. Shema Frédéric Mitali, chargé des relations internationales à l'UNIGE, tous ces accords s'inscrivent dans la « continuité » de la politique internationale de cet établissement.

IC

FRANCOPHONIE Hôte du prochain Sommet de 2016

Le président Hery Rajaonarimampianina salue la mobilisation « globale » de la francophonie

Le président de Madagascar, M.

Hery Rajaonarimampianina, dont le pays accueillera en 2016 le XVI^e Sommet de la Francophonie, a salué la mobilisation « globale » au niveau de l'espace francophone, lors du Sommet de l'organisation à Dakar, les 29 et 30 novembre derniers.

Dans une déclaration à la télévision sénégalaise, il a déclaré : « la francophonie, c'est 80 pays, avec l'arrivée de trois nouveaux Etats membres observateurs (Ndlr : Mexique, le Costa Rica et le Kosovo) est un grand espace de dialogue, de solidarité », a-t-il poursuivi. Il a évoqué à cet égard, la solidarité dans le domaine de la sécurité, et dans la lutte contre l'épidémie Ebola, en Afrique. « C'est important de souligner que la solidarité est une force pour la francophonie », a-t-il encore indiqué.

En réponse à une question sur le respect des constitutions en Afrique, par les dirigeants des pays, réclamé par son homologue français, M. François Hollande, le président Rajaonarimampianina a indiqué que cela traduisait « l'évolution de la francophonie ». « Si au départ, on parlait de la francophonie comme les pays qui se regroupent à cause d'une langue, et d'une culture, aujourd'hui, c'est une francophonie qui va au-delà de ces considéra-



Credit photo : APF

tion », a-t-il fait remarquer. Ainsi, a-t-il dit, « on parle maintenant d'une francophonie économique, d'une francophonie de paix et de sécurité dans le monde ».

Il a aussi mis l'accent sur la place des jeunes et de leur avenir dans la francophonie, et sur le rôle des femmes dans la société.

En conclusion, le président Hery Rajaonarimampianina s'est félicité du choix de Mme Michael Jean, comme nouvelle Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie, parmi les 5 candidats qui étaient en lice, pour succéder au président Abdou Diouf, arrivé au terme de deux mandats successifs de 5 ans. « Si elle a été choisie, c'est parce qu'elle a des qualités et de l'expérience », a-t-il dit, tout en relavant que son élection traduit aussi le sens que les dirigeants de la francophonie donnent au rôle de la femme dans la société et dans le développement ».

lbc

TV5MONDE

La Suisse soutient la redynamisation de maisons de la chaîne en Afrique francophone

En 2001, à l'initiative du Secrétaire général de la Commission nationale de la francophonie, TV5 a lancé au Burkina Faso le concept de « Maison TV5 ». Une manière de rendre la francophonie moins abstraite pour les populations locales, à la veille du Sommet de 2004 qui se tenait à Ouagadougou, la capitale.

Dans cet espace doté d'un écran géant, les jeunes dont les foyers n'ont pas accès à la télévision par satellite peuvent tous les soirs suivre les programmes de TV5Monde. Un concept qui s'inspire de la manière communautaire de regarder la télévision sur le continent africain.

Treize ans plus tard, il existe 18 Maisons TV5Monde dans les pays suivants: Burkina Faso, Burundi, Sénégal, Togo, Cap-Vert, Afrique du Sud et Bénin.

Aujourd'hui, TV5Monde souhaite redynamiser ces espaces en soutenant financièrement trois Maisons:

- La Maison historique située sur l'avenue N'kwame Kruma à Ouagadougou au Burkina Faso.

- La Maison TV5MONDE de Lomé au Togo.

- La Maison TV5MONDE située dans les locaux du CELAB (Centre d'études des langues de l'université) à Bujumbura au Burundi.

Pour commencer, dès 2014, des moyens seront donnés aux Maisons qui auront besoin d'être réhabilitées (peinture, équipement, mobilier)

Puis tous les trimestres, au vu du rapport d'activités qui sera fourni, une dotation de 500€ sera remise à chaque responsable pour organiser des activités autour de la programmation de la chaîne et de la Journée mondiale de la francophonie.

Une plaque mentionnant le soutien de la Suisse figurera à l'entrée de chacune de ces trois Maisons.

LMR (source : TV5Monde)

CIMENT

Le PDG de Holcim Maroc promu Directeur de la Division Afrique du Groupe

Changement au sein du Groupe suisse Holcim, leader mondial du ciment. M Dominique Drouet, PDG de la filiale marocaine de ce géant zurichois, a été nommé, le 19 novembre 2014, Directeur de secteur pour l'Afrique et le Moyen-Orient, et membre de la haute direction du groupe, pour compter du 1er janvier 2015. Il assumera cette responsabilité, tout en gardant ses fonctions à la tête de la filiale marocaine. Il succède à M. Javier de Benito, qui a décidé de quitter Holcim à la fin 2014, pour un nouveau défi à l'extérieur du groupe.

M. Drouet est entré à Holcim en 1994. Il a été successivement PDG de Holcim Outre Mer, puis chef de la direction de Holcim Liban, en 1999. Il occupe son poste actuel au Maroc depuis 2004. Il est titulaire d'un diplôme d'ingénieur de l'Ecole des travaux publics de Paris, et d'un baccalauréat en mathématiques de l'Université de Toulouse.

Le groupe Holcim est l'un des principaux fournisseurs mondiaux de ciment et de granulats (pierre concassée, gravier et sable). Ces activités couvrent aussi le béton prêt à l'asphalte,

et d'autres services liés à la construction. Le Groupe détient la majorité et des intérêts minoritaires dans environ 70 pays de tous les continents. Outre le Maroc, le groupe est aussi présent dans de nombreux pays d'Afrique : Algérie, Guinée (Conakry), Côte-d'Ivoire, Nigeria, Afrique du Sud, Egypte. En avril dernier, Holcim et son concurrent français, Lafarge, ont fusionné, devenant ainsi le plus grand groupe mondial de producteur de ciment

lbc



MEDITERRANEAN SHIPPING COMPANY S.A.

Un réseau de 480 agences à travers le monde et plus de 37 500 professionnels au service de notre clientèle.
Nous desservons 316 ports sur les 6 continents

La terre couvre 1/3 de la planète... Nous couvrons le reste...



MSC SENEGAL SA – Route des Hydrocarbures – Hann Bel-Air – B.P. 4495 DAKAR (Sénégal)

Tél. : +221 33 859 01 01 – Fax : +221 33 859 01 10 – E-mail : infodakar@mscsn.mscgva.ch – Site Web : www.mscgva.ch



MSC Cruises

Ce sont aussi les croisières sur des paquebots de grand standing



MADAGASCAR

LUTTE CONTRE LE CANCER DU COL DE L'UTÉRUS

La Fondation Action Madagascar lance un programme

A Madagascar, environ cinq millions de jeunes filles âgées de 15 ans présentent un risque élevé du cancer du col de l'utérus. Elles sont toutes originaires des pays aux ressources limitées. Ce qui fait de maladie, la première cause de mortalité chez les femmes âgées de 36 à 45 ans.

Ces données ont été fournies par l'Institut Pasteur du pays, après une étude rétrospective sur des résultats cytologiques et histologiques. Elles montrent que le cancer du col utérin est la première cause de mortalité chez les femmes de Madagascar, âgées de moins de 50 ans, si elles ne sont prises en charge tôt. En l'absence d'une mère, de grand-mère, ou encore d'autres membres de la famille, la santé des enfants orphelins est fortement compromise. Ils sont fréquemment abandonnés.

Face à cette situation, la Fondation Action Madagascar, une Organisation non gouvernementale suisse, basée à Fribourg, a lancé, il y a deux ans, un projet de prévention du cancer à Ambanja, au nord du pays. Ce projet est logé par le Centre médico-chirurgical (CMC) Saint-Damien d'Ambanja, une structure hospitalière fondée en 1988 par un prêtre catholique, le père franciscain Stefano Scaringella, lui-même chirurgien généraliste de profession.

Le projet a été élaboré avec le soutien du Pr Patrick Petignat, du service de gynécologie des Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), et du Pr Pierre Vassilakos, de la Fondation Genève pour l'éducation et la recherche médicale, le projet bénéficie aussi du soutien financier de l'OMS (Organisation mondiale de la santé). Il peut être élargi à d'autres interventions sanitaires, notamment des initiatives d'information et conseil sur la violence sexuelle, la planification familiale et la prévention du sida et des Infections sexuellement transmissibles (IST).

Fiabilité

La fiabilité du projet a été examinée sur place, lors d'une visite en octobre 2012 ? Depuis, du matériel médical, comprenant des chaises gynécologiques, et des colposcopes, a été acheminés sur place. En juillet et août 2014, deux médecins assistantes des HUG, suivies de deux gynécologues des HUG se sont rendus à Madagascar pour lancer le projet. Sa première étape porte sur l'éducation des prestataires des soins du CMC. Il s'agit de faire la promotion de la prévention, du dépistage visuel, de la colposcopie, de la cryothérapie, et du test viral. La deuxième étape, est consacrée à la préparation et la sensibilisation de la lutte contre le cancer du col de l'utérus, par le biais de l'éducation et le conseil,

en s'adressant aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Les deux dernières étapes s'appuieront sur les études pilotes pour la mise en place des moyens de dépistage, de traitement et l'évaluation du programme d'échange des expériences.

Originalité

L'originalité du projet réside dans la mise en place simultanément de la formation des prestataires des soins du CMC, de l'implication de médecins-assistants délégués par le HUG, mais aussi d'un programme de dépistage dans le service du CMC à Ambanja. Une extension de ce programme est prévue dans les dispensaires affiliés au CMC.

Pour réussir le projet, des moyens financiers sont prévus. Il s'agit d'une aide substantielle de la part des HUG et des médecins privés qui a été trouvée pour l'installation d'un cabinet de consultation gynécologique, dans les locaux du CMC. Cette aide financière a permis d'acheter une chaise gynécologique, colposcope et divers matériels médicaux. Ils ont été acheminés par container récemment et sont immédiatement utilisables. Une seconde étape est prévue avec l'installation d'un cabinet gynécologique dans les principaux dispensaires, visités par les équipes mobiles du CMC

EK

ALIMENTATION

CÔTE-D'IVOIRE-CACAO

Le camion cacao de Barry Callebaut franchit le cap des 10'000 km en Côte-d'Ivoire

Le groupe Barry Callebaut, premier fabricant mondial de chocolat et de cacao de haute qualité, a annoncé le 15 décembre 2014, que son camion « Cocoa Horizons » a franchi le cap symbolique des 10'000 kilomètres, et atteint 33'000 participants, moins d'un an après le début de son voyage dans les régions reculées de la Côte-d'Ivoire.

Ce cap a été franchi dans la semaine du 8 décembre entre les villages de Obrouayo et N'Drikro, dans le sud-ouest du pays.

Le Camion Cocoa Horizons est un « concept unique » pour apporter formation, éducation et santé aux communautés reculées. Il est équipé de matériel de communication moderne, alimenté par l'énergie solaire. Les experts en formation de Barry Callebaut animent des sessions de formation des agriculteurs aux bonnes pratiques agricoles, des cours d'alphabétisation et des programmes de sensibilisation contre le travail des enfants, en plus d'animations divertissantes en soirée. Une infirmière accompagne le camion, afin de fournir des soins de santé de base, tels que consultations médicales et des médicaments

courants, en cas de nécessité. Plus de 4'000 personnes ont déjà bénéficié de ses visites médicales.

Hervé Beerens, responsable de projet chez Barry Callebaut pour le camion Cocoa Horizons, explique la popularité du camion: « Les spectacles sont accessibles à tous et nous nous adressons à tous les membres du village, hommes et femmes, jeunes et vieux. Les sujets sont très variés, faciles à comprendre et amusants. Lors d'une manifestation, l'enthousiasme se propage à travers la foule et les messages restent ainsi mieux gravés dans les cœurs et les esprits ».

Le camion améliore l'impact et l'adoption de programmes de durabilité de Barry Callebaut. Il fait partie de l'initiative Cocoa

Horizons pour un développement durable de la cacaoculture. Cette initiative comprend un Centre d'excellence du cacao, 23 fermes modèles et 550 champ-écoles, permettant la formation de dizaines de milliers de planteurs en Côte-d'Ivoire.

« Dans le cadre de nos activités Cocoa Horizons en Côte d'Ivoire, nous avons plus de 30 employés sur le terrain, qui travaillent directement avec plus de 30'000 agriculteurs », a déclaré Anke Massart, Directrice générale Cocoa Horizons de Barry Callebaut. « Avec le camion Cocoa Horizons, nous avons intensifié nos activités afin d'accélérer nos efforts vers un secteur du cacao plus durable », a-t-elle ajouté.

IKL/Com

Nestlé

Côte-d'Ivoire : M. Mamadou Sangafowa Coulibaly, ministre de l'Agriculture de Côte-d'Ivoire, M. Mauricio Alarcon, Directeur Général de Nestlé Côte d'Ivoire, ont signé le 17 novembre 2014 à Abidjan, un accord cadre pour le développement durable du café vert du pays. Cet accord entre dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Nescafé, une initiative mondiale de Nestlé destinée à favoriser l'approvisionnement durable en café. Elle contribue à régler les principaux problèmes économiques, sociaux, et environne-

mentaux que connaissent les communautés caféières avec lesquelles Nestlé travaille.

Sénégal : Le Comité National CODEX Alimentarius du Sénégal et Nestlé Sénégal ont organisé conjointement, le 16 décembre à Dakar, une journée de réflexion sur les stratégies de fortification des aliments, afin de lutter contre la malnutrition, due à la carence ou à l'absence de micronutriments, tels que le fer, la vitamine A, l'iode. Cette carence est un problème général en Afrique. Elle affecte les populations de tous les âges et de tous les groupes socio-économiques. Mais les

FRIBOURG

«LES AMIS DE L'AFRIQUE»

Une passerelle entre les cultures



Par Jacques Berset, Apic

«Les Amis de l'Afrique» est une association basée à Fribourg. Créée en 2001 par Mme Régine Mafunu Dénevaud, originaire de la République Démocratique du Congo (RDC), elle fait partie de ces « bâtisseurs de ponts » entre les hommes et les cultures. Rencontre avec sa fondatrice.

«Quand je suis venue à Fribourg pour étudier, je n'étais pas dépaylée. J'étais déjà habituée aux Blancs depuis toute jeune et j'avais seulement peur de l'hiver, du froid! Au Congo/RDC, j'ai étudié au Lycée Ngoso, dans la province de Bandundu, à l'est de Kinshasa, chez les sœurs de la Sainte-Famille. C'étaient des Françaises, des Belges, des Espagnoles... A la maison, mon père, qui était enseignant, recevait des religieuses et des prêtres européens», confie Régine Mafunu Dénevaud. Si elle s'est sentie bien accueillie dès son arrivée dans le quartier de Villars-Vert, en bordure de la ville de Fribourg, Régine s'est vite aperçue que d'autres immigrés, venus d'Afrique, vivaient en ghetto, se retrouvant entre eux pour les deuils ou les fêtes communautaires. Peu intégrés, ils ne participaient pas aux activités associatives du pays d'accueil, voire des autres communautés existant en Suisse. C'est ce qui l'a poussée à fonder l'Association «Les Amis de l'Afrique» (AMAF) en 2001. «Dès le début, l'objectif de l'AMAF a été l'intégration sociale, culturelle et économique, qui a aussi ses exigences: la personne qui immigré en Suisse doit aussi savoir donner, pas seulement recevoir!»

«Envie d'unir les gens»
Mère de deux jumelles de 23 ans, qui étudient à l'Université, et d'un fils de 17 ans, qui est au Collège, Régine a la responsabilité de l'équipe de l'aumônerie catholique des EMS de la Broye fribourgeoise, qui regroupe les établissements médicaux-sociaux: Les Mouettes à Estavayer-le-Lac, Les Grèves du Lac à Gletterens, La Résidence des Lilas à Domdidier et Les Fauvettes à Montagny-la-Ville. Avec son habituel sourire lumineux, la pédagogue congolaise nous conte son arrivée en

Suisse un beau jour de 1988 en provenance de Kinshasa. Elle était à l'époque très surprise de ne pas voir de Noirs à la messe dominicale, alors que le quartier de Villars-Vert a un caractère multiethnique très marqué. «Ici, à la sortie de la messe, chacun rentre chez soi». Dès le départ, poursuivie, alors étudiante à l'Université de Fribourg, «j'ai eu envie d'unir les gens. Grâce à une copine étudiante, j'ai rencontré le mouvement des Focolari à Montet qui m'a permis de m'engager dans les groupes d'Humanité Nouvelle'. Au-delà des Focolari, j'ai acquis un bagage spirituel, celui de la spiritualité de l'unité. Déjà enfant, j'avais été influencée dans ce sens par ma famille – mon père étant enseignant et catéchiste – et durant mes études chez les religieuses de la Sainte-Famille.»

«Bien intégrée»

«Je ne me suis jamais sentie étrangère à Fribourg. J'avais beaucoup de contact, car pendant mes études, après les cours, je travaillais au restaurant du Jumbo». A l'aise dans son quartier, grâce notamment à l'amitié tissée avec la famille de Mme Léonie Fontana, une grand-maman de 80 ans vivant dans le même immeuble – «je l'appelais «maman», comme on appelle toutes les femmes âgées au Congo RDC -, Régine a d'emblée voulu faire partager sa joie de vivre avec les autres d'ici et d'ailleurs. Aide soignante pendant 12 ans dans la région de Fribourg, notamment à La Maison Sainte Jeanne-Antide, à Givisiez, une institution tenue par des religieuses, Régine a donné son temps bénévolement comme catéchiste et préparait les jeunes confirmands dans sa paroisse de Rossens. Munie d'un bagage en théologie acquis à l'Université de Fribourg, sans oublier des études en littérature, elle a suivi au CHUV (Centre hospitalier universitaire vaudois), à Lausanne, la «Formation pastorale à l'écoute et à la communication» (CPT – Clinical Pastoral Training), de 2009 à 2010. Dans ce cadre, elle a œuvré dans l'équipe de bénévoles comme aumôniers dans les hôpitaux de Billens, Riaz et Châtel-Saint-Denis.

JB

enfants âgés de moins de cinq ans et les femmes en âge de procréer constituent la frange de la population la plus vulnérable. En tant que leader mondial de la Nutrition, de la santé et du bien-être, Nestlé s'est engagé à aider à réduire le risque de la sous-nutrition, par l'enrichissement d'aliments en micronutriments et de boissons nutritifs. Ainsi, les produits culinaires MAGGI, les laits Nido et Gloria, les céréales infantiles CÉRÉLAC, les boissons chocolatées NESQUIK sont fortifiés en micronutriments.

IG

RADICALISME RELIGIEUX

Le rôle dévastateur des chaînes de télévision satellitaires

● Par Lyès Menacer +

En 2013, pendant la dernière semaine du mois de juillet, le ministère algérien des Affaires religieuses et des Wakfs avait rendu public un communiqué qui mettait en garde tous ceux qui faisaient appel aux fatwas (Ndlr : décrets religieux) et oulémas étrangers, notamment via les chaînes de télévision satellitaires qui ont infesté ces dernières années, avec leur discours radical, le monde audiovisuel à travers le monde. Un discours axé sur le rejet des autres religions (chrétiennes, juive, etc), l'avi-
lissement de la femme et le djihad au nom de la défense de l'islam

La télévision est la pire invention de l'humanité, avait résumé le défunt sociologue français Pierre Bourdieu, qui a consacré du temps et des écrits sur ce sujet. Et le temps a fini par lui donner raison sur cet outil, à la fois extraordinaire et fatal pour l'humanité à l'aube de ce vingt-et-unième siècle, où la guerre médiatique est déterminante dans toute bataille armée. Depuis l'invasion américaine de l'Afghanistan, en 2001, puis celle de l'Irak deux ans plus tard, sous prétexte de lutte contre le terrorisme islamiste d'Al-Qaïda, responsable présumé des attentats du 11 septembre contre les Tours jumelles de New York, le monde a vu arriver de nouvelles chaînes satellitaires thématiques sur les écrans.

Les barrières géographiques ont été brisées via des satellites qui sont devenus, en l'espace de quelques années, de véritables canaux de promotion idéologique et de formatage des masses. Les événements actuels en Afrique et au Proche-Orient sont la meilleure illustration du désastre idéologique que ces chaînes islamistes ont causé chez les jeunes. Ces chaînes, qui constituent le tremplin des discours les plus intolérants et haineux, ont une part de responsabilité dans le départ de nombreux jeunes à ce qui est communément appelé le djihad.

Aucun pays n'y échappe, y compris en Europe et aux Etats-Unis, où les gouvernements précédents avaient accueilli, voire protégé, les plus dangereux des prédicateurs et chefs terroristes en costume-cravate, allant jusqu'à justifier leur protection par le souci du respect des droits de l'Homme et du droit d'expression. Ces chefs terroristes ont fini par se retourner contre leurs protecteurs, après avoir diffusé leur venin au sein d'une jeunesse désappointée par le chômage. Des jeunes qui ont perdu toute notion d'identité et d'appartenance à une communauté de destin, préférant se tourner vers un autre horizon qui ne fait qu'accélérer leur déperissement.



Avec la guerre civile en Syrie et la naissance du mouvement terroriste l'Etat islamique en Irak et au Levant, le monde découvre avec stupéfaction le nombre impressionnant d'étrangers qui combattent contre les régimes en place et aussi contre l'opposition armée qui est, de fait, discréditée.

Ondes négatives

Les pétrodollars ont offert une chance inouïe aux monarchies du Golfe pour passer à l'offensive dans le monde arabe et toucher, comme par un effet de domino, les pays occidentaux où vit une forte communauté musulmane. Les chaînes religieuses, censées promouvoir une image positive de l'islam, l'idée d'une

religion de tolérance et du vivre-ensemble, ont versé dans le discours haineux, rejetant toute idée du respect de la différence. Ainsi, les jeunes maghrébins en France, en Angleterre, au Canada ou aux Etats-Unis se sentent plus proches de la culture dévastatrice wahhabite que des cultures ancestrales de leurs pays d'origine. Ces mêmes jeunes maghrébins se montrent plus sensibles à ce qui se passe au Proche-Orient que dans les pays d'origine de leurs parents et grands-parents, bien que toute tragédie humaine ne devrait en aucun cas nous laisser indifférents. Certains ont carrément rejoints les zones de guerre, en Syrie, en Irak, au

Yémen et en Afghanistan pour défendre des causes humainement indéfendables, sous-couvert de défense de la religion musulmane. Ces choix sont le résultat des fatwas et des émissions religieuses qui sont émises à longueur de journée par des prédicateurs, devenus de véritables idoles pour des millions de musulmans, à travers le monde.

Si certains prédicateurs, dont la liste est très longue, affichent clairement leur haine des autres communautés religieuses et de l'Occident (chez qui ils vont se soigner toutefois), d'autres sont plus soutoisés. Derrière des propos habillés de modernité et d'esprit d'ouverture sur le monde, se cachent de violents sentiments de haine qu'ils nourrissent avec le Coran et les hadiths (les dits du prophète). L'an dernier, à la même période, la dernière semaine du mois de juillet, le ministère algérien des Affaires religieuses et des Wakfs avait rendu public un communiqué qui mettait en garde tous ceux qui faisaient appels aux fatwas et oulémas étrangers, notamment via les chaînes de télévision satellitaires qui ont infesté ces dernières années, avec leur discours radical, le monde audiovisuel à travers le monde.

«Nous mettons en garde contre ces fatwas sollicitées auprès

d'Ouléma non algériens car véhiculant des messages pouvant altérer l'intérêt suprême du pays, nos référence et intégrité religieuses», avait déclaré, inquiet, l'imam Djelloul Guessoul à la mosquée d'Hydra, sur les hauteurs d'Alger, repris par l'APS. Ces propos sont amplement suffisants pour comprendre l'inquiétude suscitée par les chaînes religieuses dans un pays européen connu pour être la banque privilégiée des monarches autoproclamés des pays du Golfe. Il s'agit en effet de la Suisse dont l'Assemblée fédérale avait opté en 2010 pour l'interdiction de diffusion de certaines chaînes islamistes, à leur tête Al-Manar qui appartient au Hezbollah libanais (chiite).

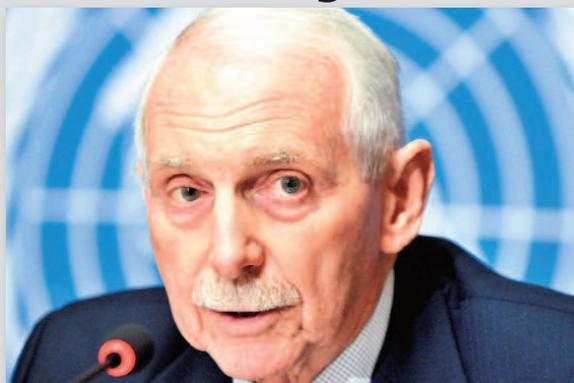
Le parlement suisse avait estimé que «toute chaîne satellitaire ou sur Internet, diffusant un discours incitant à la haine ou à la violence doit être interdite», lit-on sur le site de cette institution. A noter enfin que ces chaînes propagandistes sont financées par les Etats ou les princes milliardaires qui s'adonnent, sur leur yacht amarré sur la rive nord en Méditerranée, et dans les grands palaces occidentaux, à tout ce que les prédicateurs qu'ils arrosent avec les pétrodollars interdisent leurs prêches via le petit écran. C'est dire que la lutte contre l'idéologie islamiste radicale est vouée d'avance à l'échec sur le terrain militaire.

Source : La Tribune (Algérie)

JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANTS 2014
 «Sauver les vies de migrants»

Message du Directeur général de l'Organisation internationale pour les Migrations à l'occasion de la Journée internationale des migrants 2014.

« Cette année, la Journée internationale des migrants, le 18 décembre, a eu pour thème : « Sauver les vies de migrants ». Elle sera l'occasion de braquer les projecteurs sur le problème croissant des migrants qui périssent alors qu'ils tentent de trouver refuge en lieu sûr. Je suis fier de savoir que l'OIM était la première organisation à avoir appelé l'attention de la communauté internationale sur la portée mondiale de ces tragédies. Pour la Journée internationale des migrants de l'année dernière, l'OIM avait mis l'accent sur la migration par désespoir, et publié les premières estimations mondiales du nombre de migrants périssant sur les routes maritimes ou terrestres de la migration. Malheureusement, les données de l'OIM font apparaître que leur nombre est en augmentation et que 2014 est l'année la plus meurtrière qu'on connaisse. Il est probable que notre dernier chiffre, publié en décembre, dépassera les 5 000 décès, soit plus que le double des 2 378 victimes recensées l'année dernière. Nous savons que la migration – surtout la migration irrégulière –



est un sujet controversé partout dans le monde. Bien trop souvent, le débat est circonscrit à ce qu'on croit être les effets socioéconomiques négatifs de la migration sur la culture et les emplois. Il faut, de toute urgence, changer l'image de la migration dans l'opinion, et nous avons besoin de votre aide à cette fin. Plus particulièrement, nous engageons la communauté internationale à se charger davantage de sauver la vie des milliers de migrants – hommes, femmes et enfants – qui entreprennent le périlleux voyage par terre ou par mer. Il est inacceptable que l'on refuse d'accueillir ou de secourir quiconque fuit pour sauver sa vie. Les migrants qui tentent d'échap-

per à la guerre, au fanatisme religieux et aux catastrophes naturelles méritent empathie et protection.

Les migrants apportent d'immenses contributions, tant à leur pays d'origine qu'à leur pays d'accueil. Ces nouvelles diasporas sont appelées à jouer un rôle important pour aider leurs communautés au pays. Ce sont là des voix crédibles, auxquelles tous ceux qui envisagent de tenter un voyage dangereux prêteront l'oreille. Les migrants sont la voix de la raison dans un débat souvent tumultueux.

La campagne d'information de l'OIM sur les contributions des migrants est essentielle pour faire pièce aux informations erronées,

en présentant des faits sous une forme aisément compréhensible. Il est indispensable de disposer d'éléments factuels, de données et d'évaluations de meilleure qualité sur les incidences des politiques et des programmes de migration, pour faire contrepoids aux idées fausses concernant l'ampleur et les incidences réelles du phénomène migratoire. Les récits d'expériences réussies sont tout aussi importants. En 2014, nous avons encouragé les bureaux extérieurs de l'OIM à s'ouvrir davantage au monde des médias sociaux à l'occasion de notre campagne #MigrationMeans (La migration c'est) sur Twitter et Facebook.

Pour 2015, l'OIM s'apprête à lancer sa campagne #MyMigrantHero (Mon migrant héros). Les bureaux extérieurs de l'Organisation sont encouragés à repérer des personnes qui ont apporté une contribution importante à la société après leur émigration. J'inviterai quelques gagnants à participer au panel «Voix de migrants» lors du Conseil de l'OIM en 2015, ce qui permettra à l'Organisation de conférer un visage humain aux discours qui met en avant les contributions positives des migrants aux villes et aux pays dans lesquels ils vivent, partout dans le monde.»

William Lacy Swing
 Directeur Général

PAIX ET SÉCURITÉ

JOURNÉE ANNUELLE DU DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Solidarité avec les enfants de soldats en Afrique et d'ailleurs



Crédit photo : DFAE
Didier Burkhalter à la conférence de la DSH 2014 aux côtés de Victoria Nyanjura et de jeunes participantes à la manifestation. © DFAE

Chaque année, la Division Paix et sécurité du Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE) organise à Berne, une journée dédiée à la paix et à la sécurité dans le monde. Celle de cette année 2014 a eu lieu le 14 octobre au Kursaal, à Berne. Quelque 300 personnes de tous les milieux : diplomates, représentants d'organisations internationales, journalistes, étudiants, parlementaires, etc... y ont participé.

Le Président de la confédération, M. Didier Burkhalter, Chef du département fédéral des Affaires étrangères, a annoncé à cette occasion, un plan d'action pour la protection des enfants associés aux forces ou groupes armés dans les conflits

armés. L'Afrique a été fortement représentée à cet événement. Trois voix fortes du continent se sont fait entendre pendant les travaux. Celles de la Procureure générale du Tribunal pénal international, la gambienne Fatou Bensouda, pour le compte de la communauté internationale. Celle autre d'une jeune ougandaise, Victoria Nyanjura, ancienne enfant soldat. Celle, enfin, du député Juvénal Munubo Mubi, de la République Démocratique du Congo (RDC, voir interview ci-dessous).

De leurs interventions, toutes aussi intéressantes les unes et les autres, on retiendra : une chose. Les enfants soldats vivent un drame humain. Enlevés par

des groupes rebelles qui disent se battre pour la « bonne cause », ils subissent la torture et toute forme de violence inhumaines. Des violences qui les traumatisent toute leur vie durant. Le processus de guérison est long. « C'est encore plus dur pour les filles », a estimé Victoria Nyanjura. « Lorsqu'elles ont des enfants nés lors de leur enlèvement, c'est-à-dire en captivité, puisque privés de libertés, ils sont confrontés à un autre défi. Car, ils ne savent leurs pères, ni la famille de leur père. Ils n'ont pas d'identité, puisqu'un rebelle ne dit jamais son vrai nom », a-t-elle ajouté. « A l'école, a-t-elle poursuivi, ces enfants nés dans la captivité sont stigmatisés ». Les mamans traitent des problèmes gynécologiques.

Que faire face aux auteurs de tels actes ? Mme Fatou Bensouda propose de « fédérer les forces ». L'utilisation des enfants soldats par des groupes armés non-étatiques « ne doit pas être tolérée », a-t-elle estimé, ajoutant que la CPI se bat contre l'esclavage sexuel qui est considéré comme un crime contre l'humanité.

IC

RÉACTION

JUVÉNAL MUNUBO MUBI, DÉPUTÉ DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

«Il est difficile pour les enfants soldats, particulièrement les filles, de s'échapper»

«La question des enfants soldats préoccupe l'humanité tout entière. On pouvait penser que c'est un problème qui se pose dans les seuls pays où il y a un conflit armés avec des groupes rebelles. Mais l'impression que j'ai eu, en arrivant à cette conférence, est que c'est une question mondiale, qui soulève les préoccupations au niveau mondial. Je remercie sincèrement la Suisse, particulièrement le DFAE d'avoir invité, non seulement les panélistes, mais aussi d'autres participants. Il y a eu plusieurs, et, il y a eu des interventions pertinentes durant cette journée. Ce qui a été évoqué par le Président de la Confédération (Ndlr : M. Didier Burkhalter) est important, à savoir un Plan d'action en faveur de ces enfants. J'ai aimé ce qu'il en a dit. En effet, en évoquant ce Plan d'action, il a dit qu'il faudrait un Plan d'action pour que les enfants aient le droit d'être enfant. Puisque lorsque les enfants sont recrutés par les groupes armés, - certains sont d'ailleurs recrutés plusieurs fois- cela donne l'impression parfois qu'ils n'ont plus leurs droits. Je pense que ce Plan d'action pourrait être une bonne réponse. Il a parlé d'une estimation de 250'000 enfants soldats dans le monde. C'est un scandale humain auquel il faut mettre fin.

Moi, j'ai insisté sur l'application des accords politiques. C'est-à-dire, qu'il faut appliquer des accords quand ils sont signés. S'ils prévoient un volet de démobilisation, il faut l'appliquer de bonne



foi. Pour le cas de la RDC, il faut accentuer les actions de prévention, sensibiliser les groupes armés, utiliser la manière forte, au besoin, avec la MUNUSCO, la brigade d'intervention des FARDC (NDLR : Forces armées de la RDC). Je pense qu'il faut étudier les opportunités de rééduquer, avant de réinsérer un enfant, pour que sa réintégration dans la société ait un impact positif. Il y a lieu d'être encouragé, puisqu'il y a des exemples qu'on peut considérer comme un succès. Par exemple, il y a le cas de l'ougandaise Victoria Nyanjura, ancienne enfant soldat. Il y a également les nombres autres cas qu'on a suivis dans le film projeté pendant la journée. Tout cela donne des raisons de croire que s'il y a un engagement partagé, un engagement clair, qui ne souffre pas d'équivoque, nous

pouvons arriver à réduire sensiblement ce phénomène. Il faut investir dans l'éducation, car lorsque les enfants sont scolarisés, sont à l'école, il y a moins de probabilité qu'ils soient enrôlés, que s'ils étaient sans encadrement. Il faut donc investir dans les programmes d'éducation. Pour le cas de mon pays, la RDC, il faut rendre en pratique la gratuité de l'enseignement dans le primaire, au niveau des établissements publics. Je pense que de cette façon, nous pourrions espérer d'avoir une Afrique des Grands lacs débarrassée des groupes armés. Un monde débarrassé des enfants soldats. Une Afrique débarrassée des enfants soldats. C'est possible. Il faut y croire. Mais, il ne suffit pas seulement d'y croire, il faut y travailler aussi ».

Propos recueillis par IC

CLIMAT

«L'appel de Lima à agir pour le climat» adopté

La conférence des Nations Unies sur les changements climatiques s'est terminée le 14 décembre 2014 à Lima (Pérou). Les longues négociations ont permis de définir la suite du processus qui doit mener, à Paris en 2015, à un nouvel accord climatique engageant tous les Etats. La mobilisation pour le Fonds vert pour le climat, qui a atteint plus de 10 milliards de dollars US, est un signe positif pour la politique climatique.

Le processus débuté à Durban en 2011 dans le but d'élaborer un nouvel accord climatique international engageant tous les Etats à partir de 2020, s'est poursuivi lors de conférence sur le climat de Lima. La vingtième conférence des Parties (COP 20) a décidé que tous les Etats devront annoncer un engagement clair, transparent à compréhensible avant la conférence de Paris. Les Etats devront indiquer notamment l'année de référence prise pour le calcul des réductions, la période pour la mise en œuvre, le niveau des efforts qui seront fournis ainsi que la contribution de leur engagement à l'atteinte de l'objectif des deux degrés. Ces engagements

seront par ailleurs vérifiés par la communauté internationale avant la conférence de Paris. L'ensemble des décisions de la COP20 a reçu le nom d'« Appel de Lima à agir pour le climat ». Pour la Suisse, il est particulièrement important que l'ancienne distinction entre pays industrialisés et pays en développement soit remplacée par des critères comme la responsabilité dans le réchauffement climatique et les capacités à disposition pour réduire les émissions. Cette nouvelle distinction entre les Etats tiendra mieux compte de la situation actuelle, en particulier des pays émergents gros émetteurs. Les négociations ont également permis d'identifier quelles matières feront partie du futur traité. Un groupe de travail doit maintenant reprendre les éléments rassemblés à Lima pour leur donner la forme d'un accord qui pourra être approuvé à Paris. Les positions qui sont contenues dans le document actuel sont encore très éloignées les unes des autres. D'importants travaux seront encore nécessaires pour rapprocher les Parties. Genève accueillera la première séance de négociation en février 2015.

OFEV

CONVENTION INTERNATIONALE DU MÈTRE

Un suisse au Conseil d'administration

Le suisse Philippe Richard, Directeur suppléant de l'Institut fédéral de métrologie (METAS), a été élu membre du Comité international des poids et mesures (CIPM), à l'issue de la 25e Conférence générale des poids et mesures (CGPM), tenue à Versailles, en France, du 17 au 20 novembre 2014. Avec cette élection, la Suisse est à nouveau représentée au CIPM, à travers son Conseil d'administration, composé de 18 membres de pays différents. La CGPM se réunit généralement tous les quatre ans. Les assises de Versailles ont porté sur une redéfinition du kilogramme. Elles se sont penchées, entre autres, sur la procédure pour la redéfinition du Système international d'unités (SI), en particulier de l'unité kilogramme. Le kilogramme sera redéfini probablement en 2018, non plus en s'appuyant sur le prototype international du kilogramme à Paris, mais sur une constante naturelle physique. Le kilogramme a été introduit en 1875 comme système international d'unités.

A cette époque, la Convention du Mètre, traité international technico-scientifique, a été signée par 17 Etats, dont la Suisse. Avec la Convention du Mètre a été créé non seulement le SI, mais également une infrastructure métrologique reconnue au niveau international. A l'échelle internationale, elle comprend les organes de la Convention du mètre, telle que la CGPM, le Bureau international des poids et mesures. Et au niveau national, les instituts de métrologie nationaux, au sommet de la chaîne en matière de précision de mesure



dans leur pays. En Suisse, c'est METAS qui assure que les de référence de la Suisse soient reconnues à l'échelon international et mises à disposition dans l'exactitude requise. A noter que M. Philippe Richard, ingénieur physicien / docteur ès Sciences, a à son actif des années d'activité dans le domaine de la métrologie y compris à l'échelon international. Après son doctorat obtenu auprès de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne EPFL, il est devenu chef du laboratoire Masse à METAS en 1997. En 2002 il a repris la direction de la section Mécanique, puis a été élu vice-directeur de METAS en 2007. Depuis 2012, il dirige en tant que directeur suppléant la division «Physique et chimie». En 2012, il a été nommé par le CIPM président du Comité consultatif pour la masse et les grandeurs apparentées, une commission technique spécialisée (CCM). Le CCM joue un rôle important dans les travaux visant une redéfinition de l'unité de mesure kilogramme.

UL